

Après le 27 mars,

# maintenir la pression !

## Woerth doit retirer ses projets néfastes et ouvrir de véritables négociations

Le ministre croyait anesthésier les agents de la DGCP et de la DGI en présentant la fusion des deux administrations comme une simple réorganisation administrative.

Mais les personnels ne sont pas dupes et l'ont montré en réagissant fortement le 27 mars dernier dans un contexte syndical difficile. Cette réforme est une déclinaison dans nos deux directions de la politique gouvernementale menée contre la Fonction publique. Contrairement au projet de la CGT, cette réforme ne répond pas à une réelle amélioration du service public pour les usagers et les agents.

Cette fusion est construite sur la base des dogmes de ce gouvernement et contrairement au propos du Premier ministre Fillon un plan de rigueur est bien en place pour nos administrations :

- des milliers de suppressions d'emplois annoncés ;
- des pertes constantes de pouvoir d'achat ;
- des conditions de travail dégradées ;
- une volonté de casser le statut des fonctionnaires avec la loi sur la mobilité.

Il n'y a rien de moderne là dedans, ce ne sont que des recettes archaïques et pire encore pour :

- ▶ placer les agents dans une situation d'insécurité sociale ;
- ▶ réduire le service public et limiter son efficacité en matière de contrôle et de services rendus aux collectivités ;
- ▶ justifier des futures externalisations et privatisations.

Tout cela au nom de la réduction des déficits, et faire porter la responsabilité sur les fonctionnaires alors que des milliards d'euros sont distribués aux plus riches, que les bénéfices des entreprises n'ont jamais été aussi élevés, que les inégalités sociales ne font que grandir.

Pour les syndicats CGT des impôts et du trésor, il faut poursuivre l'action sous toutes ses formes. Il faut continuer à poursuivre le débat avec les personnels et les autres organisations syndicales pour développer la mobilisation.

**Le SNADGI-CGT et le SNT-CGT appellent les personnels à :**

- ✓ s'adresser aux élus, aux usagers et aux médias pour dénoncer la nocivité des projets de M. Woerth ;
- ✓ se saisir de toutes les occasions ( Journées Portes Ouvertes, visite des directeurs généraux et des ministres, interpellation des DSF et TPG, opération de communication lors de la mise en place de la nouvelle direction générale...) pour porter les revendications et exiger l'ouverture de négociations ;
- ✓ envisager d'ores et déjà de durcir l'action au moment du lancement de la campagne d'impôt sur le revenu.

**Pour le service public,**  
**pour la défense et le renforcement de notre statut,**  
**il faut se battre !**